

# Le Nepad\* et l'agriculture : quelles ambitions, quels engagements ?

► POLITIQUE AGRICOLE

**P**DDAA. Un sigle de plus parmi la multitude des sigles et acronymes créés presque chaque jour dans le monde du développement ? Le programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine du Nepad méritait que l'on s'y intéresse. GDS a posé 3 questions à Augustin Wambo à ce propos.

► Augustin Wambo est expert associé en politique agricole de la FAO auprès de l'unité Agriculture du Nepad à Midrand, Afrique du Sud.  
augustinw  
@nepad.org  
www.nepad.org

**GRAIN DE SEL :** *Le caractère participatif du Nepad est souvent décrié. Pour ce qui concerne son volet agricole, qu'en est-il de l'appropriation par les paysans ?*

**AUGUSTIN WAMBO :** Au lancement du Nepad, initiative de l'Union africaine en octobre 2001, l'agriculture était le seul secteur économique inclus dans le premier plan d'action, du fait que ce secteur n'est pas seulement crucial dans la lutte contre la faim, la pauvreté et l'inégalité, mais aussi vital pour la croissance économique de l'Afrique tout entière. Le 8 février 2002 durant la 22<sup>e</sup> conférence régionale de la FAO pour l'Afrique au Caire, les ministres africains de l'Agriculture ont unanimement approuvé les étapes clés dans la définition du cadre de développement agricole du Nepad. Avec l'appui technique de la FAO, le programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) a été conçu et soumis à discussion aux acteurs à la base : ministères techniques, réseaux d'agriculteurs, secteur privé agricole, recherche, etc. Des ateliers nationaux de validation ont été tenus dans l'ensemble des pays du continent entre 2002 et 2003. Ces consultations étaient une exigence majeure des chefs d'États et de gouvernements africains qui validèrent le PDDAA lors de la deuxième session ordinaire du sommet des chefs d'États et de gouvernements de l'Union africaine à Maputo (Mozambique) en juillet 2003. Si les consultations qui ont finalement conduit à la conception du document cadre n'avaient pas eu lieu, les dirigeants africains n'auraient jamais approuvé le document en l'état, puisqu'ils en avaient fait une exigence majeure.

Pour passer de la conception à la mise en œuvre, des rencontres régionales étaient prévues pour discuter entre principaux acteurs le document de base

\* Grain de sel n°25 (décembre 2003, p. 24-25) fait le point sur le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique : « Nepad, une réponse africaine à la mondialisation ? ».

validé par les chefs d'États. De chacun des groupes d'acteurs (leaders et gouvernements africains, communautés économiques régionales, acteurs de l'agro-business, producteurs agricoles, partenaires internationaux au développement, représentants du G8, experts, etc.), il y avait des attentes précises. Entre janvier et mai 2005, 5 rencontres régionales de planification ont permis à chacun de discuter de la mise en œuvre du PDDAA sur le terrain. Chaque rencontre régionale a réuni une moyenne de 200 délégués.

**Gds :** *L'Uemoa a défini sa politique agricole, la Cedeao a défini la sienne. Qu'est ce que le PDDAA apporte en plus ?*

**AW :** Le fait que ces deux communautés économiques régionales (CER) aient pris cette importante avancée dans l'harmonisation et finalement l'unification des politiques sectorielles agricoles en Afrique de l'Ouest, est, en soi, une très bonne chose. Vous savez, le Nepad n'a ni vocation, ni les moyens de se substituer à celles-ci. Par contre, que ces politiques agricoles se situent à deux échelles différentes d'intégration pose plusieurs problèmes dont celui de l'alignement. Les CER n'ont pas toujours les capacités humaines et financières requises pour mener leurs programmes sur le terrain et se retournent systématiquement vers les mêmes partenaires internationaux au développement pour payer la note. Ces derniers s'étonnent du manque de coordination et de synergie, bien qu'ils répondent souvent aux sollicitations. Les conditions régissant de telles coopérations (systèmes d'évaluation, méthodes de décaissement, etc.) varient d'un partenaire à l'autre. Le Nepad voit ceci comme un sérieux handicap si l'on veut garantir la lisibilité et l'efficacité de l'aide.

Dans le cadre du PDDAA, il était attendu des partenaires au développement qu'ils approuvent le concept de *partenaire financier leader* et con-

firmant leur intérêt pour les secteurs qu'ils veulent soutenir ; qu'ils s'engagent à aligner leur assistance future de long terme avec les priorités identifiées par les régions respectives et à augmenter la contribution au financement du secteur agricole ; qu'ils s'engagent à contribuer au financement d'un ensemble restreint d'actions prioritaires au niveau régional d'ici avril 2006, incluant le renforcement des capacités des CER afin de leur permettre de mieux assurer leurs responsabilités sous l'agenda du PDDAA.

Ainsi la Cedeao, dont le Nepad salue et encourage la collaboration avec l'Uemoa, peut poursuivre plus sereinement la mise en œuvre de l'Ecowap. Remarquons bien que le PDDAA engage la communauté internationale de façon plus solennelle — et mieux que tout programme par le passé — à soutenir les CER ainsi que leurs programmes sectoriels respectifs. En termes concrets, une mission mixte financée par la coopération suédoise à la demande du Nepad se rendra bientôt à Abuja pour aider à apporter au plan d'action régionale ainsi qu'aux actions prioritaires de la Cedeao identifiées pour cette région dans le cadre du PDDAA, le *lifting* qui sied aux attentes des potentiels bailleurs.

**Gds :** *Le G8 s'est réuni récemment à Gleneagles. Les attentes du Nepad semblaient grandes quant aux décisions des chefs d'États des 8 pays vis-à-vis du Nepad. Au lendemain de la rencontre, quels résultats peut-on constater ?*

**AW :** L'histoire récente de la jeune aventure « népadienne » nous fournit un registre considérable d'enseignements. Rappelons par exemple que la Commission pour l'Afrique dont le rapport intitulé « *Our Common Interest* »<sup>1</sup> (« notre intérêt commun »), rendu public en mars 2005, place le

1. Commission for Africa, 2005. Our Common Interest, London, UK Government, 453 p.

Le soutien aux actions du Nepad et notamment son secteur agricole « au centre des préoccupations ». Avant cela, lors du sommet de juillet 2004 à Sea Island en Georgie, le G8 annonçait sous la présidence américaine, « leur ferme engagement à contribuer à l'éradication de la faim et ainsi que l'accroissement de la productivité agricole », spécialement en Afrique. Le sommet du G8 de Kananaski (Canada) avait débouché deux ans plus tôt sur un « plan d'action du G8 pour l'Afrique » préparé dans le même esprit.

Avant et pendant le dernier sommet du G8 de Gleneagles, le Premier ministre Tony Blair a exprimé sa disponibilité à travailler avec l'Afrique pour que ce continent sorte de la crise. Le Nepad avait fort légitimement placé en ce sommet l'espoir d'un tournant décisif dans l'aboutissement de ses projets, notamment son agenda agricole. Que « le soutien au Nepad au travers son PDDAA » fusse mentionné de façon simplement laconique dans le communiqué final du sommet peut laisser à réfléchir quant à la sincérité du G8 dans le soutien qu'il entend apporter. Mais cela ne dilue pas notre conviction de faire revivre l'agriculture, moteur du développement. Personne n'est dupe dans cette affaire. Mais reconnaissons également que l'unilatéralisme de certains mem-

LE NOUVEAU PARTENARIAT POUR le développement de l'Afrique de l'Union africaine (UA/Nepad) a déclaré que la vision du développement économique dans la région doit se décliner à la fois en l'augmentation et le soutien des taux de la croissance agricole. Afin de réaliser sa vision du développement agricole, l'UA/Nepad a développé le PDDAA et son action sur l'agriculture devait parvenir à concrétiser 6 % de croissance annuelle en agriculture, pour se conformer aux objectifs du millénaire de réduire de moitié la pauvreté et la faim d'ici à 2015. Le PDDAA a été approuvé par les

bres du G8 n'a pas facilité les choses à Tony Blair. Il est apparu par exemple que sur un plan plutôt bilatéral, des avancées sont possibles. C'est le cas notamment avec le département pour le Développement international du Royaume-Uni (DFID), dont les vues sont actuellement en phase avec notre

#### « LA MENTION LACONIQUE DU

“SOUTIEN AU NEPAD AU TRAVERS SON

PDDAA” PEUT LAISSER À RÉFLÉCHIR

QUANT À LA SINCÉRITÉ DU G8 DANS LE

SOUTIEN QU'IL ENTEND APPORTER. MAIS

CELA NE DILUE PAS NOTRE CONVICTION

DE FAIRE REVIVRE L'AGRICULTURE,

MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT. »

programme et qui est prêt à mettre la main à la poche. D'autres sont également prêts à suivre.

À mon avis les résolutions de tels sommets restent très souvent des résolutions « de plus » sans véritable valeur ajoutée; regardez la question de la réduction/annulation de la dette de quelques pays africains; véritable peau de chagrin! Je crois que l'important

est ce qui se fait sur le terrain. En tout cas l'unité agricole travaille pour que les choses bougent et il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'elles bougeront. Pour finir, le Nepad dans tous ses démembrements a préparé une réponse au communiqué final du G8 pour clarifier les nombreuses confusions qui y apparaissent. ■

leaders africains réunis à Maputo en juillet 2003 à l'occasion de la deuxième assemblée ordinaire de l'UA, au cours de laquelle ils se sont également engagés à accroître le soutien budgétaire au secteur agricole, ciblant une contribution annuelle de 10 % du budget de l'État à l'agriculture et programmes relatifs d'ici à cinq ans. C'est la substance de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la *Déclaration de Maputo*. ■

## En bref

### Une véritable révolution pour l'aviculture traditionnelle

La pseudopeste aviaire, ou « maladie de Newcastle » est bien connue des éleveurs de poules. Très virulente, elle décime régulièrement leurs élevages. Il existe bien un vaccin mais peu adapté aux conditions de l'aviculture villageoise car exigeant d'être conservé au froid. Le Laboratoire national d'élevage et de recherches vétérinaires du Sénégal vient de produire un nouveau vaccin résistant à la chaleur qui devrait permettre de combattre la maladie jusque dans les villages les plus isolés. *Sciences au Sud*, mai-juillet 2005.

### Une arme biologique contre les criquets en préparation

Depuis plusieurs années, une solution de remplacement aux pulvérisations de produits chimiques pour combattre les criquets est recherchée. Un essai s'est déroulé en Algérie, sous l'égide de la FAO, avec une « arme » biologique, un bio-pesticide mis au point en Afrique du Sud à base de *Metarhizium anisopliae*, un champignon qui provoque la mort des larves au bout d'une à trois semaines. D'autres essais doivent être réalisés dans des conditions moins idéales pour confirmer l'intérêt de ce produit sans danger pour l'environnement.

### Amérique du Sud : le prix de la compétitivité

La culture de soja a très fortement augmenté au Paraguay (1995 : 800 000 ha ; 2003 : 2 millions). Parallèlement les plantations de coton des petits et moyens agriculteurs ainsi que les cultures de subsistance ont reculé de 20 %. La misère touche 25 % des agriculteurs du pays, qui dépend de l'exportation du soja, dont les semences proviennent d'un fournisseur presque exclusif, Monsanto. Une culture qui a entraîné une utilisation éfrénée d'herbicide et de pesticides... malgré l'utilisation généralisée d'OGM depuis 1999.

### La pyrale du maïs en voie de disparition?

Au Kenya, une méthode « indigène » est expérimentée pour venir à bout de ce papillon, dont la chenille perfore la tige du maïs, entraînant d'importantes pertes de récoltes. L'agriculteur sème entre le maïs une herbe que l'insecte déteste, la *Desmodium*, et autour du champ une autre que ce parasite adore, la *Napier Grass*. Les résultats sont étonnants : le maïs n'est plus victime de la voracité de ce parasite, plus besoin d'insecticides, les herbes utilisées sont un excellent fourrage. Il n'est pas certain que le maïs Bt conçu pour lutter contre la pyrale présente autant d'avantages.